

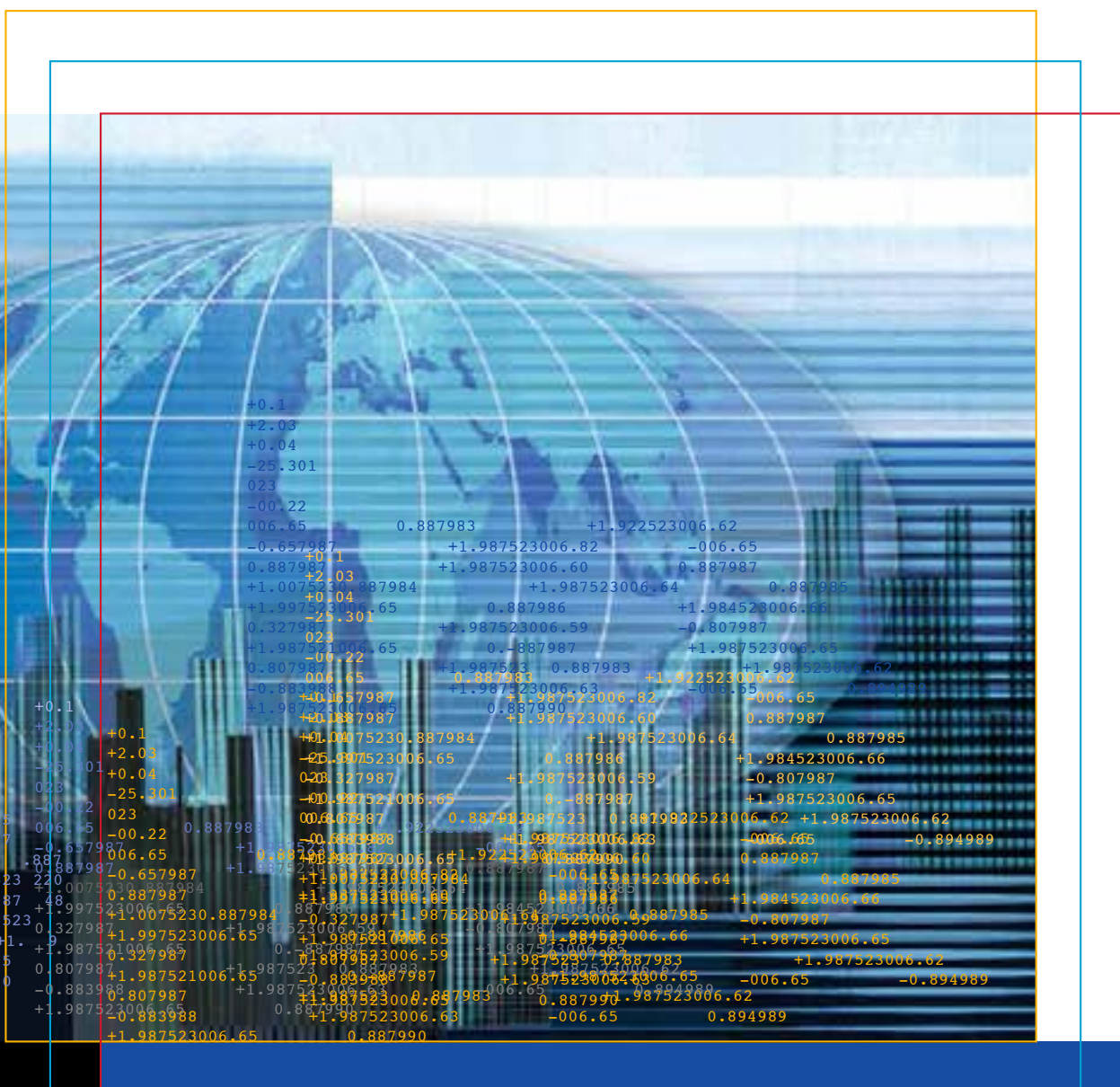
Résumé analytique

EMBARGO
Ne pas publier avant
00:01 GMT le mardi 21 janvier 2014



Organisation
internationale
du Travail

TENDANCES MONDIALES DE L'EMPLOI 2014



Vers une reprise sans création d'emplois?

Résumé exécutif

Le chômage mondial a augmenté de 5 millions de personnes en 2013...

La reprise inégale de l'économie et les révisions à la baisse successives des prévisions de croissance ont eu un impact sur la situation mondiale de l'emploi. Près de 202 millions de personnes étaient au chômage dans le monde en 2013, une hausse de presque 5 millions par rapport à l'année précédente. Ce chiffre illustre le fait que l'emploi ne se développe pas suffisamment vite pour suivre le rythme auquel s'accroît la main-d'œuvre.

L'essentiel de la hausse du chômage mondial se situe dans les régions d'Asie de l'Est et d'Asie du Sud, qui représentent à elles deux plus de 45 pour cent des nouveaux demandeurs d'emploi, suivies par l'Afrique subsaharienne et l'Europe. En revanche, l'Amérique latine a ajouté moins de 50 000 chômeurs supplémentaires au nombre total des chômeurs – soit environ 1 pour cent du total de la hausse du chômage en 2013.

De manière générale, le déficit mondial d'emplois lié à la crise qui est apparu depuis le début de celle-ci en 2008, venant s'ajouter à un nombre de chômeurs déjà conséquent, continue de se creuser. Il a atteint en 2013 62 millions d'emplois, à savoir 32 millions de nouveaux demandeurs d'emploi, 23 millions de personnes découragées qui ne cherchent plus de travail et 7 millions d'inactifs qui préfèrent ne pas participer au marché du travail.

... et, selon les tendances actuelles, il augmentera encore de 13 millions d'ici à 2018...

Selon les tendances actuelles, le chômage mondial devrait encore s'aggraver, quoique progressivement, pour dépasser les 215 millions de chômeurs en 2018. Au cours de cette période, environ 40 millions de nouveaux emplois vont être créés chaque année, ce qui est inférieur aux 42,6 millions de personnes par an qui devraient arriver sur le marché du travail. Le taux de chômage mondial devrait rester globalement constant au cours des cinq prochaines années, se situant à un demi-point de pourcentage de plus qu'avant la crise.

... affectant la jeunesse de manière disproportionnée...

Les jeunes continuent d'être particulièrement affectés par une reprise molle et inégale. On estime que quelque 74,5 millions de jeunes – âgés de 15 à 24 ans – étaient au chômage en 2013, ce qui équivaut à près d'un million de plus qu'un an auparavant. Le taux mondial du chômage des jeunes a atteint 13,1 pour cent, soit près de trois fois celui des adultes. En fait, le ratio entre le chômage des jeunes et celui des adultes a atteint un sommet historique. Il est particulièrement élevé au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, ainsi que dans certaines régions d'Amérique latine et des Caraïbes et d'Europe du Sud.

Qui plus est, dans les pays pour lesquels des informations sont disponibles, la proportion des jeunes qui n'occupent pas d'emploi et ne suivent ni scolarité ni formation a poursuivi sa forte tendance à la hausse enregistrée depuis le début de la crise. Dans certains pays, près d'un quart des jeunes âgés de 15 à 29 ans sont à présent dans ce cas.

... intensifiant le chômage de longue durée dans les économies avancées...

Tandis que la reprise demeure atone, la durée moyenne des périodes de chômage s'est considérablement allongée, un autre signe d'une création d'emplois modeste. Dans de nombreuses économies avancées, la durée du chômage a doublé par rapport à la situation antérieure à la crise. Dans les pays en crise de la zone euro, par exemple, la durée moyenne de chômage a atteint jusqu'à 9 mois en Grèce et 8 mois en Espagne. Même dans les pays où sont apparus des signes encourageants de reprise économique, comme les Etats-Unis, le chômage de longue durée touche plus de 40 pour cent de l'ensemble des demandeurs d'emploi.

Des périodes de chômage aussi longues sont préjudiciables à une reprise plus rapide du marché du travail, même quand l'activité économique est censée s'accélérer. Tout d'abord, elles constituent un énorme fardeau pour les deniers publics, poussant les gouvernements à augmenter les impôts ou à couper dans d'autres dépenses s'ils ne veulent ou ne peuvent augmenter le déficit public. Qui plus est, les demandeurs d'emploi qui sont au chômage sur une longue période perdent de plus en plus leurs compétences avec le temps, ce qui rend d'autant plus difficile pour eux de trouver une alternative professionnelle à un niveau de qualification ou de fonction équivalent.

... et mettant un coup d'arrêt aux progrès accomplis, en termes d'abord de taux de participation...

Les taux d'activité n'évoluent pas, et sont encore inférieurs d'un point de pourcentage à ce qu'ils étaient avant la crise. La chute des taux d'activité a été particulièrement marquée en Asie de l'Est et du Sud, où beaucoup de femmes ont quitté le marché du travail. Dans le même temps, comme le niveau d'instruction progresse, les jeunes arrivent sur le marché du travail à un âge plus élevé dans ces régions, renforçant ainsi leurs perspectives d'avenir sur le marché du travail. D'autre part, dans la région des économies développées, les taux de participation ont reculé, les jeunes notamment ne trouvant pas de débouchés sur le marché du travail. D'autres régions, comme l'Europe centrale et de l'Est, ont enregistré une hausse des taux d'activité. Là, comme dans d'autres pays dotés de systèmes de sécurité sociale moins bien développés et qui ont enduré de lourdes pertes d'emploi (formel), de nombreuses personnes auparavant inactives au plan économique sont revenues sur le marché du travail, souvent pour accepter un emploi informel afin de pallier la perte de revenus au sein du foyer.

... deuxièmement, d'emploi précaire, estimé à 48 pour cent de l'emploi total...

L'emploi précaire – c'est-à-dire les travailleurs indépendants ou les travailleurs familiaux non rémunérés – représente presque 48 pour cent de l'emploi total. Les personnes occupant un emploi précaire sont plus susceptibles que les travailleurs salariés d'avoir un accès limité, voire nul, à la sécurité sociale ou à un revenu sécurisé. Le nombre de personnes en situation d'emploi vulnérable a augmenté d'environ 1 pour cent en 2013, à savoir 5 fois plus que pendant les années précédant la crise.

... troisièmement, de pauvreté au travail, avec 839 millions de travailleurs vivant avec moins de 2 dollars par jour...

Le nombre de travailleurs pauvres continue de reculer à l'échelle mondiale, quoique à un rythme plus lent qu'au cours des décennies précédentes. En 2013, 375 millions de travailleurs (soit 11,9 pour cent de l'emploi total) vivaient avec moins d'1,25 dollar E.U. par jour, et 839 millions de travailleurs (soit 26,7 pour cent de l'emploi total) devaient s'accommoder de 2 dollars E.U. par jour ou moins. C'est une diminution substantielle par rapport au début des années 2000, où les chiffres correspondant aux travailleurs pauvres sous les seuils de 1,25 et 2 dollars E.U. se situaient respectivement à plus de 600 millions et plus d'1,1 milliard. Néanmoins, le progrès en matière de recul de la pauvreté au travail a stagné. En 2013, le nombre de travailleurs extrêmement pauvres a baissé de seulement 2,7 pour cent à l'échelle mondiale, l'un des plus faibles taux de décroissance au cours de la dernière décennie, à l'exception de l'année qui a immédiatement suivi la crise.

... et enfin d'emploi informel résolument élevé.

L'emploi informel demeure très fréquent dans la plupart des pays en développement, même si les disparités régionales sont considérables. Dans les pays d'Europe de l'Est et de la CEI, ainsi que dans quelques économies avancées, l'emploi informel représente toujours un peu plus de 20 pour cent de l'emploi total. En Amérique latine, plusieurs pays ont fait de véritables progrès pour maintenir les taux d'informalité au-dessous de 50 pour cent, mais les pays andins ou d'Amérique centrale à faible revenu continuent d'afficher des taux de 70 pour cent et plus. Des taux d'informalité nettement plus élevés peuvent être observés dans les économies d'Asie du Sud et du Sud-Est. Dans certains pays de ces régions, les taux d'informalité atteignent 90 pour cent de l'emploi total. Même si les progrès en matière de réduction de la pauvreté ont été plus forts dans ces régions, le manque d'offre d'emplois formels pourrait constituer un obstacle à une nouvelle réduction durable de la pauvreté.

S'attaquer au déficit d'emplois et aux inégalités sociales nécessite l'adoption de politiques macroéconomiques favorables à l'emploi...


Le déficit de la demande globale ralentit la reprise des marchés du travail mondiaux. À cet égard, l'assainissement budgétaire actuellement en cours dans de nombreuses économies avancées fait obstacle à l'essor rapide de la croissance de la production, s'ajoutant à une faible consommation privée. Le présent rapport montre qu'un rééquilibrage des politiques macroéconomiques et un revenu du travail plus élevé amélioreraient considérablement la situation de l'emploi. Selon les résultats d'une simulation, dans les pays du G20 à haut revenu, un tel rééquilibrage pourrait réduire le chômage de 1,8 point de pourcentage d'ici à 2020, ce qui correspond à 6,1 millions d'emplois supplémentaires. Ces résultats seraient également favorables aux objectifs budgétaires. En effet, les résultats de notre simulation laissent augurer d'une amélioration sensible par rapport à un scénario de statu quo.

La politique monétaire continue d'être accommodante, apportant une stimulation bénéfique à la demande globale. Les estimations de l'impact du régime actuel de politique monétaire montrent que le chômage aurait été de 1 à 2 points de pourcentage plus élevé dans les grandes économies avancées si les responsables politiques n'avaient pas entrepris une action monétaire rapide face à la crise financière. Les tendances récentes indiquent toutefois qu'une part croissante des liquidités supplémentaires générées par cette politique monétaire accommodante alimente les marchés boursiers plutôt que l'économie réelle. Cela engendre un risque ultérieur de bulle boursière ou immobilière, potentiellement susceptible d'affecter une croissance durable de l'emploi.

Compte tenu de la faible demande, de l'incertitude quant à la demande future et de l'ampleur des liquidités, les grandes entreprises ont eu tendance à racheter leurs propres actions et à augmenter les dividendes versés à leurs actionnaires plutôt qu'à investir dans l'économie réelle. Les statistiques montrent que dans certains pays, l'incertitude face à l'embauche a un impact plus important sur le chômage que la faiblesse de la demande globale, et que cet effet peut persister même lorsqu'une reprise de l'activité économique se manifeste. Il en résulte une limitation supplémentaire à la création d'emploi.

... et une plus grande attention accordée aux politiques sociales et du marché du travail.

Avec 23 millions de personnes que l'on estime avoir abandonné le marché du travail en raison de leur découragement et la hausse du chômage de longue durée, des politiques actives du marché du travail (PAMT) doivent être mises en œuvre de manière plus énergique pour lutter contre l'inactivité et l'inadéquation des compétences. En effet, avec toujours plus de travailleurs découragés et qui restent en dehors de la population active, le risque de dégradation et d'obsolescence des compétences s'aggrave. Or, seule une petite partie des dépenses publiques est actuellement consacrée au financement de mesures actives en faveur du marché du travail. Même dans les pays de l'OCDE qui bénéficient d'institutions et de pratiques relativement sophistiquées en la matière, moins de 0,6 pour cent du PIB en moyenne a été dépensé dans ce type de mesures en 2011. Les estimations montrent qu'en portant les dépenses à 1,2 pour cent du PIB, taux similaire à ceux des pays qui dépensent le plus dans les PAMT, ce sont 3,9 millions d'emplois supplémentaires qui pourraient être créés dans les économies développées et dans la région de l'Union européenne. Les autres régions, qui investissent actuellement encore moins dans les PAMT, sont susceptibles d'en bénéficier davantage en termes d'amélioration du fonctionnement de leurs marchés du travail.



006.65	0.887983	+1.922523006
-0.657987	+1.987523006.82	-00
0.887987	+1.987523006.60	0.88
+1.0075230.887984	+1.987523006.64	
+1.997523006.65	0.887986	+1.9
0.327987	+1.987523006.59	-0.8
+1.987521006.65	0.-887987	+1.
0.807987	+1.987523	0.887983
-0.883988	0.887987	+1.987523006.63
006.65	0.887987	+1.987523006.63
0.894989	+1.987523006.65	+1.987523
		0.88